

« NOTRE DROIT A LA SANTE NOUS APPARTIENT »

Compte rendu de la journée du 2 septembre 2009

Mercredi 02 septembre, les signataires du manifeste « *Notre droit à la santé nous appartient* » se sont réunis à Ajaccio pour discuter de la stratégie de campagne qu'ils entendent développer dans les semaines à venir.

L'échange fut à la fois riche et prometteur. Il a été notamment décidé de développer le propos sur le droit à la santé et l'accès aux soins au-delà de la défense et du développement de l'hôpital public, en y ajoutant la nécessité de transports sanitaires adaptés en Corse et entre la Corse et le continent, l'exigence d'une permanence des soins durant toute l'année en ville comme dans le rural ainsi que le développement des services d'urgence.

Début octobre, une nouvelle réunion de travail du comité est programmée en mairie de Bonifacio. Elle aura pour objet :

- la rédaction d'un texte pétitionnaire reprenant ces différents points
- la préparation d'une réunion publique.

Après cette réunion de travail, le comité a rencontré les représentants de plusieurs syndicats : CFDT, CGT, FSU, STC et UNSA. Indisponible, la CFTC s'est excusée tandis que la Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique a souhaité rejoindre la démarche du comité désormais soutenu par les 29 organisations de la Charte de la société civile corse et la CGT de Corse-du-Sud.

Il nous faut toutefois constater que plusieurs syndicalistes ont critiqué la faiblesse des échanges avec le comité au cours de ce repas commun. Il nous faudra donc réfléchir à une meilleure articulation entre le comité et les syndicats. Il nous faudra également prendre contact avec les mutuelles car nous ne pouvons envisager de mobiliser pour le droit à la santé sans les organisations syndicales et le monde mutualiste.

A 14h30, le comité s'est rendu en préfecture pour y rencontrer le préfet de Corse assisté de la directrice de l'agence régionale hospitalière et le directeur des affaires sanitaires et sociales.

Sans surprise, les représentants de l'Etat ont défendu la politique gouvernementale en matière hospitalière n'hésitant pas à parler de compétitivité et de rentabilité. Le manifeste « *Notre droit à la santé nous appartient* » a été remis au préfet pour transmission au gouvernement.